

Recension : A propos des classes sociales en Europe

mercredi 13 juin 2018, par [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2018).

Recensé : Cédric Hugrée, Étienne Penissat et Alexis Spire, *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Paris, Agone, 2017, 272 p., 19 €.

Sommaire

- [Un travail sociologique \(...\)](#)
- [Prolétariat et classes populai](#)
- [Des classes moyennes hétérogèn](#)
- [Les classes supérieures \(...\)](#)
- [L'articulation des niveaux](#)
- [Dangers et limites des populis](#)

La question des classes sociales est à nouveau un peu passée de mode. Des sociologues continuent à étudier les différents groupes sociaux et l'extrême-gauche à se référer à la lutte des classes mais, au moins en France, domine largement le thème de l'opposition entre les métropoles assimilées à la bourgeoisie traditionnelle ou nouvelle et les zones périurbaines et rurales où seraient reléguées les classes populaires. [1]

La pertinence du rassemblement des exploité-e-s et opprimé-e-s comme fondement d'un projet émancipateur est relativisée par les tenants du projet transversal de « construction d'un peuple », à l'instar de Chantal Mouffe qui, après Ernesto Laclau, se veut l'inspiratrice d'un « populisme de gauche » [2]. Pour une fraction de la gauche radicale, la classe dominante se réduit aux « 1 % » auxquels s'opposeraient quasi-indistinctement les 99 % ; vision justement dénoncée par Serge Halimi dans « Le leurre des 1 % » [3].

Quant à l'analyse des classes en Europe, s'il existe divers travaux universitaires, la gauche radicale en France s'est polarisée sur l'existence ou non d'une bourgeoisie européenne fusionnant tout ou partie des bourgeoisies nationales, tout en affirmant, de façon juste (mais parfois un peu abstraitement), la solidarité des exploités de tout le continent face aux dénonciateurs du « plombier polonais ».

Dès l'introduction de leur ouvrage, Cédric Hugrée, Etienne Pénissat et Alexis Spire (ci-dessous désignés comme HPS) affirment l'essence de leur projet : réintroduire les classes sociales et les inégalités dans la lecture des clivages qui partagent les populations au sein de l'Union européenne (UE). Certes, les rapports de classe se sont largement construits dans le cadre des Etats mais, au sein de chaque pays participant à l'UE, ces rapports sont désormais remodelés par le cadre européen.

Un travail sociologique fondé sur des enquêtes statistiques

Qu'on ne s'attende pas à trouver dans cet ouvrage des références directes à Marx – les auteurs se situent plutôt dans la postérité de Bourdieu. Il s'agit ici de se livrer à un travail sociologique empirique. Sont utilisées quatre grandes enquêtes statistiques européennes, pour trois d'entre elles supervisées par Eurostat (l'office statistique de l'UE) et pour l'autre relevant de la Fondation de Dublin qui observe les conditions de travail.

Cela permet d'obtenir une masse de données, avec des limites inhérentes soit aux questions des enquêtes, soit aux conditions dans lesquelles celles-ci sont menées dans les différents pays. Pour agréger ces données, a été utilisée une nomenclature européenne récente qui distingue trente groupes socio-professionnels, que HPS ont agrégés en trois classes sociales en utilisant différentes dimensions des hiérarchies sociales (possession de capitaux, niveau culturel, statut professionnel, conditions de travail). Ils distinguent donc les classes populaires, les classes moyennes et les classes supérieures.

HPS soulignent eux-mêmes les limites de cette classification, notamment à propos des « classes moyennes ». D'ailleurs, tout en parlant de « trois classes », ils utilisent toujours le pluriel pour les désigner : les classes populaires, les classes moyennes, les classes supérieures. Nous revenons plus loin sur ce problème mais il faut noter d'emblée que cette classification agglomère des salariés et des non-salariés (ces derniers, avec la petite paysannerie, représentent même une partie importante de l'agrégat « classes populaires » à l'Est de l'Europe).

Les données publiées par la Commission européenne mettent surtout en évidence les disparités entre Etats (pour comparer les pays entre eux, voire pour les mettre en concurrence) et portent peu sur les groupes sociaux. Les travaux menés par Piketty ont le mérite de montrer les inégalités de richesse, mais les auteurs soulignent que se limiter aux inégalités passe sous silence les autres dimensions essentielles des classes sociales : subordination des classes populaires par rapport aux centres de pouvoir, rapports de force politiques, évolution interne des différentes classes... Le terme de « classes populaires » est largement absent des débats européens : d'autres mots sont généralement utilisés, tels que « pauvres » ou « exclus » qui, comme HPS le soulignent, réduisent les positions à une somme de situations individuelles et rendent invisibles les rapports de domination.

Prolétariat et classes populaires ne disparaissent pas

Les différentes prophéties sur l'homogénéisation des structures sociales en Europe et sur la dissolution du prolétariat dans une immense classe moyenne ont été démenties par les faits. De même pour le discours sur la marche inéluctable de l'Europe vers une « société de la connaissance » où, avec les robots, les métiers manuels peu qualifiés disparaîtraient.

En fait, les disparités entre structures sociales nationales se maintiennent. L'industrie a globalement régressé en Europe, surtout à l'Ouest, mais est loin de s'être évanouie : elle occupe entre 20 et 30 % des actifs dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, contre 17 % à l'Ouest de l'Europe (et 21 % en Allemagne, dont l'évolution est particulière).

Cela renvoie notamment aux vagues de délocalisation, par exemple dans l'automobile. Le gonflement du tertiaire a comme conséquence l'expansion de métiers tertiaires qualifiés, mais n'est pas synonyme de disparition des classes populaires. On voit également progresser des métiers dont la qualification est peu reconnue (et les salaires faibles) : aides-soignantes, aides à domicile,

magasiniers, vendeuses, etc.

Les classes populaires représentent 43 % des actifs européens (les classes moyennes et supérieures, respectivement 38 % et 19 %). Elles se situent au-dessus de cette moyenne à l'Est et au Sud, où elles ont été particulièrement frappées par la crise et les politiques néolibérales : les salaires y sont bas et de nombreux jeunes ou travailleurs sont contraints d'émigrer.

Dans les autres Etats-membres comme la France ou l'Allemagne, les classes moyennes (telles que définies par les auteurs) et les classes populaires s'équilibrent plus ou moins, avec des différences entre Etats. Les classes populaires sont essentiellement composées de salariés (ouvriers et employés), auxquels s'ajoutent dans la classification adoptée, pour 15 % du total, des agriculteurs et des artisans ainsi que des « travailleurs autonomes », nombreux en Espagne.

Une des caractéristiques des classes populaires européennes est la mise en concurrence : interne aux différents pays (ainsi, les camionneurs indépendants servent à peser sur les camionneurs salariés ; l'emploi de salariés sous des statuts différents joue dans le même sens) ou entre les pays (avec les délocalisations). Du fait des mouvements migratoires, la composante étrangère est plus importante dans les classes populaires que dans les autres classes.

Au-delà de la diversité des situations nationales, les membres des classes populaires sont partout plus exposés au chômage que les autres classes sociales. Les contrats précaires y sont plus fréquents et le taux de temps partiel y est plus élevé. Ce temps partiel est plus souvent subi et cette forme de travail touche avant tout les femmes ; la flexibilisation des marchés du travail impulsée par le patronat et les gouvernements se fait en premier lieu à leur détriment.

Le vieillissement de la population et le développement du travail des femmes (en particulier des plus qualifiées) entraînent, dans le cadre d'un système patriarcal, la prise en charge des vieillards et des tâches ménagères par des femmes des catégories populaires, souvent étrangères. Les membres des classes populaires sont les plus exposés à la pénibilité et aux risques du travail. Les progrès technologiques ne mettent pas fin aux contraintes qui pèsent sur eux, comme en témoignent les conditions de travail dans les entrepôts d'Amazon.

Dans toute l'Europe, les inégalités en termes de santé augmentent : une fraction des classes populaires doit renoncer à des soins pour des raisons économiques, ou parce qu'il faut attendre trop longtemps avant de pouvoir accéder à un médecin.

Certes, il y a des écarts au sein des classes populaires, entre les ouvriers agricoles et ceux de l'électronique par exemple, mais les traits communs l'emportent : vulnérabilité économique, situation de subordination, mise en concurrence, subordination politique. Les mobilisations sociales sont difficiles mais existent, sans toutefois se fédérer.

Des classes moyennes hétérogènes

Viennent ensuite les classes moyennes qui, dans la classification de HPS, représentent 38 % des actifs. Tout en construisant cette catégorie, les auteurs insistent sur les risques de son usage fallacieux et extensif afin de camoufler les conflits de classe. Ils distinguent au sein des classes moyennes quatre pôles, caractérisés chacun par le secteur d'emploi (privé ou public – le public constituant une part importante de l'emploi des classes moyennes) et par la situation dans le travail : une certaine autonomie ou bien une position de subordination. Ceux qui sont en situation d'autonomie sont en général plus diplômés.

Les auteurs regroupent dans les classes moyennes les enseignants, les techniciens de l'industrie, les professions intermédiaires de santé (comme les infirmières), les employés de bureau, les commerçants, etc. Ces catégories bénéficient de conditions d'emploi et de travail globalement meilleures que celles des classes populaires, mais des disparités importantes existent en leur sein en termes de risque de chômage et de bien-être au travail. La propriété du logement y est plus fréquente que dans les classes populaires et les pratiques culturelles (habitudes de lecture...) les en distinguent aussi.

Les classes moyennes du public subissent directement les conséquences des politiques d'austérité tandis que celles du privé se sentent fragilisées, elles-mêmes ou pour l'avenir de leurs enfants. Il en résulte une montée du scepticisme par rapport à l'Union européenne, avec dans le Sud de l'Europe des mobilisations sociales (comme le mouvement des Indignés espagnols), tandis qu'en Europe centrale et orientale le mécontentement est capté par des forces nationalistes.

Les classes supérieures ne se réduisent pas aux 1 %

Enfin, les classes supérieures. Les auteurs insistent sur le fait que l'on ne peut les réduire aux « 1 % » dénoncés par le mouvement Occupy Wall Street : d'autres fractions des classes supérieures concourent au maintien d'un ordre social dont elles tirent avantage. Relèvent donc des classes supérieures ceux qui disposent d'un pouvoir dans le domaine économique (chefs d'entreprise et cadres dirigeants) ou dans l'appareil d'Etat (hauts fonctionnaires), ainsi que les sommets des professions libérales et intellectuelles. Au total, 19b % des actifs. Ces classes supérieures sont d'abord « ceux et celles qui définissent les règles du travail » pour elles-mêmes et surtout pour l'ensemble des salariés.

Les membres de ces classes se distinguent évidemment par leur richesse économique. Alors que pour la majorité de la population les revenus proviennent pour la plus large part de l'activité individuelle de chacun, les membres des classes supérieures cumulent des salaires (élevés) et des revenus de leur capital (bousier, foncier, immobilier). Au sein même des classes supérieures, les inégalités sont cependant considérables et le sommet (les 1 %) capte une part de plus en plus grande des revenus.

Les revenus élevés des classes supérieures sont souvent justifiés dans le discours dominant par les risques associés à leurs responsabilités ; HPM soulignent le caractère fallacieux de cet argument : les dirigeants peuvent plus facilement que les salariés se protéger des conséquences d'une erreur (en ne risquant le plus souvent qu'une baisse de leurs revenus).

Une autre justification de la légitimité des classes supérieures est la possession de compétences particulières ; celles-ci sont associées à des filières scolaires sélectives vers lesquelles s'orientent prioritairement leurs enfants de ces classes et dont ils constituent une part essentielle des effectifs. Mais le « capital culturel » ne se limite pas à la possession d'un diplôme, il renvoie aussi à une forte consommation de biens culturels et à des compétences permettant de voyager et de travailler au-delà des frontières nationales. HBM font remarquer que les classes supérieures, toujours promptes à vanter la nécessité de l'ouverture sur l'international, sont dans leur composition peu ouvertes aux étrangers non européens, contrairement aux classes populaires.

La domination sociale des classes supérieures se double d'une domination politique, illustrée de façon de plus en plus caricaturale par la disparition des ouvriers et des classes populaires en général des institutions politiques, y compris parmi les élus des partis sociaux-démocrates et communistes. Cette domination politique est renforcée par la symbiose entre classes supérieures et haute administration de l'Etat.

Est également mis en exergue le renforcement de la ségrégation des espaces dans un certain nombre de grandes villes européennes, à l'Ouest comme à l'Est (à Londres comme à Budapest), avec des quartiers accaparés par les plus riches. Les classes populaires ne disparaissent pas des centres-villes, mais leur profil s'y modifie, les ouvriers étant remplacés par un nouveau prolétariat du tertiaire comportant une forte proportion d'étrangers. La ségrégation sociale marque aussi les banlieues, avec des communes où sont relégués des classes populaires et d'autres qui sont résidentielles.

L'articulation des niveaux national et européen

Tous les groupes sociaux sont d'une façon ou d'une autre remodelés par la division du travail entre pays européens : si la détermination nationale reste forte, les rapports de domination ne sont plus strictement nationaux et bon nombre d'institutions nationales (jusqu'aux systèmes d'éducation) sont restructurées. Ces évolutions sont plus ou moins contraignantes pour les membres des différentes classes.

Globalement, les classes supérieures se trouvent dans la situation la plus favorable. HPM soulignent leur relative homogénéité et une convergence au-delà des frontières nationales plus marquée que pour les autres classes. Elles manifestent généralement une forte adhésion à l'Union européenne et aux politiques menées dans ce cadre. Mais cela ne signifie pas que les différentes classes supérieures nationales pèsent de la même façon dans l'espace européen.

Les classes supérieures de l'Est de l'Europe sont, pour reprendre une expression des auteurs, des « dominants dominés » dépendant de normes et de modes d'organisation qui leur sont imposés. Ainsi, bon nombre de grandes entreprises de ces pays sont désormais pilotées par des capitaux étrangers et « managées » sur place par des cadres venus d'autres pays européens ; pour espérer y faire carrière, les cadres de l'Est doivent maîtriser parfaitement l'anglais et calquer leur comportement mais aussi leur mode de vie et leur habillement sur le « modèle » du manager occidental.

Les classes moyennes et populaires sont plus disparates et plus marquées par les différences entre les Etats où elles vivent. La situation des différentes classes populaires varie ainsi selon le rythme et les modalités des restructurations économiques, la place de l'agriculture, l'importance du travail non déclaré, l'envergure des systèmes de protection sociale... A tout point de vue, c'est en Europe de l'Est et du Sud que leur situation est la plus difficile.

Quant aux classes moyennes, leur configuration est pour une part modelée par l'importance du secteur public, même si les spécificités en sont de plus en plus attaquées par les politiques néolibérales menées avec la bénédiction de l'UE. Pour les membres des classes moyennes et populaires, l'unification européenne telle qu'elle se fait est plus souvent porteuse de contraintes et d'incertitude.

Les trajectoires de « ceux d'en bas » apparaissent donc plus disparates et éclatées que celles des classes supérieures. Cela complique la constitution d'un mouvement social européen, d'autant que – soulignent les auteurs – ni les partis de gauche ni les syndicats ne prennent en charge les problèmes communs aux différents pays d'Europe, comme les conditions d'emploi et de travail.

Dangers et limites des populismes

Dans ce contexte, un grand espace est laissé au populisme de droite qui, comme l'écrivent justement les auteurs, réussit à « transformer un mécontentement social en repli national ». Certains (les auteurs citent Podemos et la France insoumise) prétendent répondre à ce danger par un « populisme de gauche », opposant le peuple à l'oligarchie et valorisant le cadre national comme espace de protection.

HPS en soulignent les limites : il s'agit au mieux de réponses à court terme face au dumping social et à la casse des services publics. Le véritable enjeu est de reconstruire un rapport de forces social plus large que les cadres nationaux et, pour reprendre la dernière phrase de l'ouvrage, « une gauche sociale et politique capable de se déployer à la même échelle que celle des firmes capitalistes, c'est-à-dire au niveau européen ». On ne peut que souscrire à cette conclusion.

Divers aspects de cet ouvrage mériteraient discussion : une définition quelque peu éclectique des classes, l'agrégation des salariés et des non-salariés (qui à notre avis pose surtout problème pour les classes moyennes), des « classes moyennes » dans lesquelles sont inclus des groupes professionnels qui font indéniablement partie du prolétariat moderne (comme les informaticiens et techniciens, les infirmières, les réceptionnistes et guichetières). Nous avons noté d'ailleurs au début de cet article que tout en parlant de trois classes, le pluriel était toujours employé pour les désigner.

D'un point de vue marxiste, il y a matière à objecter face à ces classes qui ne sont pas vraiment définies par des rapports sociaux de production et dont les rapports réciproques ne sont que peu caractérisés. Ainsi que le résume Alain Bihr, auteur d'une synthèse sur la conception marxiste des classes sociales : « ce sont les rapports entre les classes plutôt que les classes sociales qu'il faut placer au centre de l'analyse : (...) les classes n'existent et ne peuvent se comprendre que dans et par les rapports qui les unissent entre elles. Rapports qui trouvent leurs fondements dans les rapports capitalistes de production, avec leurs dimensions irréductibles d'exploitation et de domination. » [4]

Reste que cet ouvrage, et c'est son grand intérêt, fournit au lecteur une masse d'informations et des repères utiles pour engager « l'analyse concrète d'une situation concrète ». [5]

Henri Wilno

P.-S.

* REVUE L'ANTICAPITALISTE N°96 (MARS 2018). Créé le Samedi 7 avril 2018, mise à jour Lundi 30 avril 2018, 11:29

Print HTML logoPrint Mail logo :

<https://npa2009.org/idees/societe/propos-des-classes-sociales-en-europe>

* Nos [L'Anticapitaliste] articles sont publiés sous licence Créative Commons. Voir les détails.

Notes

[1] Un des principaux tenants de cette opposition est Jean-Claude Michéa. Nous avons publié

dans notre numéro 87 de mai 2017 un entretien avec Isabelle Garo qui traite de ses positions : ESSF (article 44788), « [Notre ennemi le capital](#) » : Jean-Claude Michéa ou la réaction sous le masque de l'anticapitalisme.

[2] On peut lire, sur Chantal Mouffe, son entretien avec *Regards* en 2016, intitulé « Il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche » : <http://www.regards.fr/web/article/chantal-mouffe-parler-de-populisme-de-gauche-signifie-prendre-acte-de-la-crise>

[3] Le Monde diplomatique, juillet 2017.

[4] « Les rapports sociaux de classes, entretien avec Alain Bihr », Mediapart, 21 janvier 2014. Disponible sur ESSF (article 44789), [Les rapports sociaux de classes - Une analyse marxiste](#). Dans cet entretien, Alain Bihr présente son ouvrage « Les rapports sociaux de classes », Lausanne, Editions Page deux. Ce livre est accessible en version électronique : http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/rapports_sociaux_de_classes/rapports_sociaux_de_classes.html

[5] <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/06/vil19200612.htm>